



Bâtir un avenir durable

Rapport de la Banque CIBC dans le contexte du groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques – Septembre 2019



Introduction

Le changement climatique est un enjeu crucial pour notre planète. Un climat en évolution, l'un des problèmes les plus complexes et les plus urgents dans le monde, aura des répercussions mesurables sur les gens, les collectivités, l'économie – et notre entreprise. La Banque CIBC est déterminée à faire preuve de compréhension et à agir concrètement pour aborder les risques et les conséquences du changement climatique.

En tant qu'entreprise fondée sur des services, la Banque CIBC produit relativement peu d'émissions de carbone directes. Malgré tout, nous savons que nous pouvons encore nous améliorer sur le plan des émissions de carbone associées à nos activités d'exploitation, et nous prenons des mesures concrètes pour y parvenir. En outre, nous reconnaissons le rôle important que joue la Banque CIBC afin de soutenir et de mobiliser nos clients, nos fournisseurs et les autres parties intéressées dans la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Beaucoup de nos clients exploitent des entreprises qui doivent se plier à de nouvelles normes en matière d'émissions de carbone ou qui devront s'y plier dans un avenir rapproché.

Pour atténuer nos risques, augmenter notre résistance aux contraintes extérieures et positionner la Banque CIBC au premier plan de l'action pour le climat dans notre industrie, nous continuons à élaborer des stratégies exhaustives de lutte contre le changement climatique ainsi que des processus de gestion du risque, tout en encourageant une sensibilisation accrue envers la nécessité de contrer la menace du changement climatique. Ces efforts soutiennent les initiatives de durabilité mondiales comme les objectifs de développement durable des Nations Unies, notamment l'objectif no 13 portant sur des mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques.

Le fait de communiquer ouvertement et régulièrement à propos de notre travail sur les enjeux climatiques importe à la Banque CIBC ainsi qu'à nos parties intéressées, lesquelles souhaitent connaître les risques croissants auxquels nous faisons face et savoir comment nous les gérons. Réfléter notre engagement envers la transparence :

- Nous publions de l'information sur le changement climatique depuis 2003, notamment en répondant au questionnaire annuel du CDP (anciennement appelé Carbon Disclosure Project [Projet de communication d'information sur le carbone]).
- En 2019, nous avons publié davantage d'information et avons inclus nos cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), également décrites dans notre Rapport sur la responsabilité de l'entreprise.
- Nous approuvons et mettons en œuvre les recommandations formulées par le groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (*Taskforce on Climate-Related Financial Disclosures*) du Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board*), qui visent à améliorer la présentation d'information sur les occasions et les risques liés au climat. L'information que nous publions et nos pratiques en lien avec le changement climatique couvrent les quatre piliers du groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques, comme le souligne le présent rapport.

Pour la Banque CIBC, la lutte contre le changement climatique représente un parcours qui s'échelonne sur plusieurs années. Alors que nous aspirons à être une banque résiliente et durable de premier plan, nous nous engageons à examiner, à quantifier et à gérer de façon responsable les occasions et les risques liés au climat.

« Mettre l'accent sur la résilience environnementale, sociale et financière constitue un élément essentiel à la création de valeur pour nos parties intéressées. Voilà pourquoi la lutte contre le changement climatique représente une de nos priorités. Nous prenons des mesures afin de mieux comprendre et quantifier les conséquences climatiques, d'intégrer ces considérations dans nos plans et nos activités, et de veiller à une communication rigoureuse des occasions et des risques qui se présentent à nous. »

- Laura Dottori-Attanasio, première vice-présidente à la direction et chef de la gestion du risque



Le présent rapport, notre première divulgation sur le climat qui s'harmonise aux recommandations du groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques, s'articule autour de quatre piliers fondamentaux :

- 1. Gouvernance**
 - La gouvernance de la Banque CIBC en ce qui a trait aux occasions et aux risques liés au climat.
- 2. Stratégie**
 - La façon dont nous évaluons les répercussions actuelles et possibles des occasions et des risques liés au climat sur les activités, la stratégie et la planification financière de la Banque CIBC.
- 3. Gestion du risque**
 - La façon dont nous repérons, évaluons et gérons les risques liés au climat.
- 4. Mesures et cibles**
 - Les mesures et les cibles que nous utilisons pour évaluer et gérer les occasions et les risques liés au climat qui sont pertinents.

1. Gouvernance

Notre structure de gouvernance reflète notre engagement ferme envers la compréhension et la gestion des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), la surveillance des occasions et des risques liés au climat étant assurée par le conseil d'administration et au niveau de la direction.

Surveillance du conseil d'administration

Au niveau le plus élevé de la gouvernance, deux comités du conseil d'administration, soit le Comité de gestion du risque et le Comité de gouvernance, sont responsables de la surveillance des enjeux ESG, y compris le changement climatique.

- Le Comité de gestion du risque aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités visant à définir l'intérêt de la banque à l'égard du risque, à surveiller son profil de risque et à évaluer son rendement par rapport à ce critère. Il s'agit notamment de superviser les cadres, les politiques et les limites clés liés à la détermination, à la mesure, à la surveillance et au contrôle des principaux risques d'affaires de la Banque CIBC, comme les expositions aux risques relatifs au climat.
- Le Comité de gouvernance examine les communications sur l'approche de la Banque CIBC quant à sa façon d'exercer ses activités d'une manière éthique, socialement responsable et soucieuse de l'environnement. Il passe en revue le programme de lutte contre le changement climatique de la Banque CIBC tous les trimestres.

Rôle de la direction

Au sein de la fonction Gestion du risque CIBC, le groupe Gestion du risque lié au comportement et à l'entreprise fournit une surveillance indépendante de la mesure, de la surveillance et du contrôle du risque relatif au climat. Ce groupe est dirigé par le premier vice-président, Gestion du risque lié au comportement et à l'entreprise, et il relève directement du vice-président du conseil et chef de la gestion du risque.

Nous disposons d'un Comité de gestion de l'environnement à l'échelle de l'entreprise, présidé par notre premier vice-président, Gestion du risque lié au comportement et à l'entreprise, qui se compose de cadres supérieurs se réunissant tous les trimestres afin de formuler des commentaires sur la stratégie environnementale de la Banque CIBC et d'examiner ses initiatives ESG. L'équipe de gestion du risque environnemental au sein de Gestion du risque lié au comportement et à l'entreprise est responsable d'élaborer des recommandations sur la stratégie environnementale, les normes, les cibles et la présentation de l'information.

De plus, la Banque CIBC compte sur deux comités directeurs sur la gestion des risques qui surveillent et gèrent les risques transactionnels et non transactionnels associés à nos activités à l'échelle mondiale : le Comité des risques juridiques et de réputation and le Comité des risques de réputation.



2. Stratégie

Les conséquences actuelles et potentielles du changement climatique influent sur les activités, les stratégies et la planification financière de la Banque CIBC.

À titre de banque responsable, nous prenons des mesures dans plusieurs domaines afin de nous attaquer au défi sans précédent que représente le changement climatique. Ces domaines cibles sont :

- L'anticipation des occasions et des risques liés au changement climatique
- La réduction des conséquences de nos activités
- Le soutien et la préparation de nos clients et de nos collectivités
- La mise au point de solutions assurant la transition vers une économie à faibles émissions de carbone



Risques physiques :

Il s'agit des risques associés aux événements météorologiques extrêmes plus fréquents et aux changements chroniques des régimes climatiques.



Risques liés à la transition :

Il s'agit des risques associés à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, y compris les risques juridiques et liés aux politiques, le risque technologique, le risque de marché et le risque de réputation.

Suivant les recommandations du groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques, nous évaluons l'incidence potentielle sur notre portefeuille de prêts des risques physiques et liés à la transition découlant du changement climatique au moyen d'analyses de scénarios et de simulations de crise. Ces évaluations s'appuient sur des analyses antérieures des risques physiques et réglementaires du changement climatique dans le contexte de notre programme de gestion du risque relatif au carbone.

L'analyse de scénarios relatifs au climat donne une idée de la façon dont les risques physiques et liés à la transition dans le contexte du changement climatique pourraient influencer les activités de la Banque CIBC au fil du temps. L'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement guide notre approche envers l'évaluation des risques associés au changement climatique et la détermination d'occasions associées à la transition vers un avenir où les émissions de carbone seront faibles.

L'analyse de scénarios relatifs au climat tournée vers l'avenir représente une recommandation clé de la phase 1 du Programme des Nations Unies pour l'environnement. – Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques de l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) Afin d'accélérer notre cheminement vers une analyse de scénarios efficace, la Banque CIBC participera à la deuxième phase du groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques de l'Initiative financière du PNUE, qui s'appuiera sur les résultats de la première phase afin d'améliorer encore davantage l'exactitude de l'analyse de scénarios relatifs au climat pour les risques physiques et liés à la transition. En parallèle, nous continuons d'utiliser les données disponibles afin d'étudier les effets possibles du changement climatique sur nos activités alors que nous travaillons à l'élaboration de solutions plus complètes.

L'évaluation des risques climatiques est de nature plus complexe et dure plus longtemps que l'évaluation de la plupart des risques d'affaires traditionnels. L'un des défis de l'analyse efficace de scénarios relatifs au climat est la quantité limitée de données historiques servant à mesurer de façon empirique la force de la relation entre le climat et le risque de crédit dans tous les secteurs. Notre adhésion à diverses associations de l'industrie, grâce à laquelle il est possible de mettre en commun des expériences et des approches envers l'analyse de scénarios au sein des organisations, est essentielle afin de faire avancer l'utilisation et la capacité de l'analyse de scénarios. La divulgation de l'information sur la planification de scénarios relatifs au changement climatique, comme le recommande le groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques, fournit aux entreprises de nouvelles données sur la stratégie et la planification opérationnelles, ce qui rehausse la capacité et les processus internes.



Risques physiques

Nous avons récemment mené une analyse de scénarios afin d'évaluer l'incidence des risques physiques liés au climat sur nos activités de prêt sur stocks. Nous avons estimé la fréquence et la gravité des pertes lors de divers événements météorologiques découlant de l'augmentation des températures mondiales au-delà de celles de l'ère préindustrielle. Pour surmonter les défis en matière de données et de modélisation que pose la quantification des risques physiques liés au climat, nous avons adopté une approche semblable à celle servant à quantifier le risque opérationnel pour les événements considérés comme étant très graves, mais peu fréquents. Les données sur les pertes réelles découlant de deux phénomènes météorologiques violents (l'inondation à Calgary en 2013 et les incendies de Fort McMurray en 2016) ont servi à évaluer l'incidence des risques physiques liés au climat sur nos activités de prêts à la consommation et de prêts sur stocks.

Le tableau ci-dessous indique les estimations de la probabilité d'un changement de température de +1 à +3 degrés Celsius sur un horizon de 15 ans et les estimations de la probabilité et de la sévérité de phénomènes météorologiques extrêmes comme des inondations, des feux de forêt et des tempêtes de verglas.

Événement	Hypothèses
Inondation	<ul style="list-style-type: none">Utilisation des pertes associées à l'inondation de Calgary en 2013 comme approximationÉvénement se produisant tous les 10 ansLa sévérité augmente de 25 % pour chaque hausse d'un demi-degré.La fréquence augmente de 20 % pour chaque hausse d'un demi-degré.
Feu	<ul style="list-style-type: none">Alors que les pertes à Fort McMurray ont été faibles, nous avons utilisé les pertes associées à une inondation comme approximation.Événement se produisant tous les 5 ansLa sévérité augmente de 25 % pour chaque hausse d'un demi-degré.La fréquence augmente de 10 % pour chaque hausse d'un demi-degré.
Verglas	<ul style="list-style-type: none">Utilisation des données sur une inondation comme approximation, car il n'existe pas de données internes.
Autre	<ul style="list-style-type: none">Pour tenir compte de l'incertitude, un scénario a été ajouté avec une sévérité de 50 % quant aux pertes liées à une inondation.

Nous avons modélisé la perte financière prévue, l'actif pondéré en fonction du risque (APR) et les répercussions du ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires. Les résultats de l'analyse ont indiqué que même si l'on combinait les répercussions de tous les événements météorologiques ci-dessus, notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, qui mesure la solvabilité d'une banque, demeurerait au-dessus des exigences minimales réglementaires avec un degré de confiance de 99,9 %.

En ce qui a trait à nos clients de Groupe Entreprises et de Grandes entreprises, nous avons évalué les secteurs primaires les plus susceptibles d'être vulnérables aux risques climatiques (énergie, mines, immobilier, transport). Ensuite, nous avons supposé que ces secteurs vulnérables seraient exposés à un déclassement de cote au cours d'une période de cinq ans et appliqué la catégorie de cote appropriée indiquée ci-dessous, en fonction de la vulnérabilité anticipée.

Cote	Facteurs clés du secteur ayant une incidence sur le niveau de la cote
A	<ul style="list-style-type: none">Aucun déclassement – bien positionné pour absorber toutes les pertes potentielles et ne serait pas touché de façon importante par des événements climatiques
B	<ul style="list-style-type: none">Déclassement de un niveau de cote de risque – vulnérable et susceptible de subir certaines pressions négatives
C	<ul style="list-style-type: none">Déclassement de deux niveaux de cote de risque – très vulnérable et pourrait subir davantage de répercussions considérables

La valeur et la rentabilité d'une entreprise constituent des éléments clés de nos systèmes d'évaluation du risque commercial et du risque d'entreprise. Ces facteurs seraient touchés par des événements climatiques, ce qui entraînerait une baisse des cotes de risque en raison des risques liés au climat plus élevés. Les pertes prévues, l'APR et les répercussions du ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires que nous avons modélisés se sont appuyés sur des scénarios d'atténuation de faible risque. Dans le cas du scénario grave, nous avons supposé que chaque secteur avait connu une baisse de un niveau de risque additionnel.

L'analyse se fonde sur le principe selon lequel tous les emprunteurs dans chacun des secteurs seraient touchés par un déclassement semblable, ce qui est peu susceptible de se produire en raison des degrés différents de résilience envers les phénomènes météorologiques violents qui existent à l'échelle des entreprises et des installations dans diverses zones géographiques. Même selon cette forme de simulation de crise, notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires demeurerait au-dessus des exigences réglementaires, y compris les marges applicables.

Risques liés à la transition

Nous avons également commencé à examiner l'incidence des risques liés à la transition, plus particulièrement les risques de réglementation, ainsi que les répercussions qu'auraient des exigences accrues en matière d'efficacité énergétique sur notre portefeuille de prêts aux entreprises. Les immeubles jouent un rôle essentiel dans la stratégie de réduction de gaz à effet de serre (GES) d'un pays et, au Canada, ils sont responsables de 12 %ⁱ du total des émissions de GES. À l'échelle mondiale, ce pourcentage est encore plus élevé alors que presque 40 %ⁱⁱ des émissions de GES liées à la consommation d'énergie dans le monde proviennent des immeubles et de la construction d'immeubles. Comme nous l'avons vu récemment dans des villes comme New York, la réglementation peut servir à rehausser les normes d'efficacité énergétique afin d'alléger l'impact du secteur immobilier.

Plus précisément, nous avons analysé notre portefeuille d'immeubles résidentiels multifamiliaux à Vancouver, en nous penchant sur l'incidence de divers facteurs, notamment l'augmentation des dépenses en immobilisations afin de moderniser un immeuble à logements multifamiliaux pour qu'il réponde à des normes en matière d'efficacité énergétique plus élevées, la réduction des coûts d'exploitation à la suite de cette modernisation, et les révisions de loyers associées à des normes environnementales reconnues comme LEED (Leadership in Energy and Environmental Design).

On peut s'attendre à ce que la diminution de la consommation d'énergie découlant de rénovations permettant d'obtenir la certification LEED se situe entre 18 et 39 %ⁱⁱⁱ, puisque le point de départ en matière d'énergie de chaque immeuble varie. Cependant, l'énergie représente habituellement 25 % du total des dépenses d'exploitation d'un immeuble résidentiel. Par conséquent, les économies d'énergie se situeraient entre 4,5 et 10 % du total des dépenses d'exploitation.

Les suppléments de loyer pour les immeubles écologiques ou certifiés LEED peuvent varier de 5 à 15 %^{iv}. La certification LEED signale au marché que la propriété est exploitée conformément à des principes élevés en matière de durabilité et d'énergie, ce qui revêt de plus en plus d'importance aux yeux des consommateurs sensibilisés au changement climatique.

Les dépenses en immobilisations nécessaires pour qu'une propriété résidentielle multifamiliale obtienne la certification LEED dépendront de l'âge de l'immeuble, de sa taille, de son état, du type de systèmes de chauffage et de refroidissement ainsi que du type et du nombre d'appareils électroménagers devant être modernisés. Par conséquent, le total des coûts peut être assez considérable.

Pour notre analyse, nous avons évalué les prêts intérimaires ou de relais ainsi que les prêts hypothécaires commerciaux. Pour ces deux types de prêts hypothécaires, nous avons examiné l'incidence des besoins en capital faibles et élevés afin de procéder aux rénovations environnementales. Dans le scénario où les besoins en capital étaient élevés, nous avons évalué l'incidence d'augmentations de loyer faibles, modérées et élevées découlant de la certification LEED et la façon dont cette situation influait sur l'ensemble de l'établissement de la cote de risque pour le prêt hypothécaire. Nous avons supposé que les économies en matière d'énergie se situeraient au bas de la fourchette afin d'avoir un résultat prudent.

Selon nos résultats, lorsque les dépenses en immobilisations étaient peu élevées et que les augmentations de loyer ainsi que les réductions en matière d'énergie étaient faibles, la cote de risque est demeurée la même ou s'est améliorée pour les deux types de prêts. Toutefois, si les dépenses en immobilisations anticipées étaient très élevées, presque la moitié des prêts commerciaux ont connu un déclassement de la cote de risque, de un à neuf niveaux. Si les augmentations de loyer supposées se situaient à l'extrémité supérieure de la fourchette, même avec des dépenses en immobilisations élevées, seulement 10 % des prêts commerciaux subiraient un déclassement de un niveau de cote.

Puisqu'il existe une sensibilité aux dépenses en immobilisations ainsi qu'aux augmentations de loyer qui en découlent, pour améliorer l'exactitude de cette analyse de scénarios futurs, nous allons mener une évaluation plus détaillée de chaque propriété ainsi que des coûts et des avantages liés aux rénovations en vue d'obtenir la certification LEED.



3. Gestion du risque

Nous nous attendons à ce qu'il y ait de plus en plus de contraintes en matière de carbone à l'avenir et, par conséquent, nous devons préparer notre entreprise et appuyer nos clients pendant la transition.

Le programme de gestion du risque lié au carbone de la Banque CIBC évalue et gère les répercussions du changement climatique et de la réglementation connexe sur nos activités et sur celles de nos clients. La mise au point de mesures, d'analyses et de normes en matière de résilience joue aussi un rôle important pour nous aider à évaluer les vulnérabilités. Notre programme de gestion du risque lié au carbone comprend cinq volets clés :

1. la gestion des émissions de carbone attribuables aux activités de la Banque CIBC;
2. l'évaluation de l'incidence de la réglementation relative au changement climatique sur le portefeuille de crédit de la Banque CIBC;
3. le suivi et l'évaluation des possibilités liées à la création de marchés du carbone en Amérique du Nord;
4. la mise au point d'outils de dépistage des risques climatiques au sein de l'évaluation du risque de crédit global;
5. l'évaluation des répercussions physiques et liées à la transition du changement climatique sur les activités et les portefeuilles de prêts et de placements de la Banque CIBC.

Prêts respectueux de l'environnement

Les évaluations des risques environnementaux et sociaux liés à nos opérations de prêt font partie intégrante de notre processus de diligence raisonnable. En plus de protéger la banque des risques indésirables, ce processus d'évaluation aide souvent nos clients à mieux comprendre leurs propres risques et responsabilités et à mieux les gérer. Notre Politique générale en matière de risques juridiques et de réputation exige l'examen des risques juridiques et de réputation potentiels pour chaque opération de crédit, y compris celles qui sont de nature environnementale ou sociale. Nos normes et directives en matière de risque de réputation exigent la détermination, l'évaluation et la communication des préoccupations en matière de risque de réputation de nature non transactionnelle, y compris les questions environnementales, sociales et de gouvernance.

Approvisionnement respectueux de l'environnement

Nos fournisseurs offrent des biens et services qui sont essentiels à nos activités. Ces relations avec les fournisseurs sont primordiales afin que nous exerçons nos activités de manière responsable et que nous réalisons nos objectifs de durabilité. Dans le contexte de notre processus global de gestion des fournisseurs, nous surveillons la performance environnementale des fournisseurs et exigeons qu'ils remplissent un questionnaire au moins tous les deux ans. Grâce à ce questionnaire, nous recueillons et examinons les renseignements concernant leurs systèmes de gestion environnementale, leur performance environnementale et leurs infractions environnementales, leur bonne gestion des produits, leurs pratiques forestières et leurs certifications de tiers.

L'attention que nous portons à la technologie de l'information (TI) verte nous permet de continuer à améliorer notre infrastructure de TI afin d'offrir des avantages environnementaux à l'échelle de la Banque CIBC. Nous gérons nos ordinateurs, écrans et imprimantes de sorte qu'ils consomment moins d'énergie et produisent moins de déchets.

Finance durable

Notre équipe Marchés des capitaux est à l'avant-garde du financement de projets novateurs qui contribuent à un approvisionnement énergétique de substitution ou renouvelable plus propre.

En 2018, la Banque CIBC a souscrit environ 1,5 milliards de dollars pour les opérations de financement de Marchés des capitaux liées à l'énergie renouvelable, à l'infrastructure durable et à l'émission d'obligations vertes. La Banque CIBC a aussi monté des prêts d'une valeur de 6,4 milliards de dollars, dont un engagement de prêts directs de 1,3 milliard de dollars dédiés à l'énergie renouvelable et à l'infrastructure durable. De plus, nous avons prodigué des conseils à nos clients concernant des placements et des acquisitions d'une valeur de plus de 7 milliards de dollars pour des initiatives d'énergie renouvelable et d'infrastructure durable au Canada, aux États-Unis et en Europe. Nous continuons d'évaluer les débouchés commerciaux à faibles émissions de carbone qui facilitent et appuient la transition vers une économie sobre en carbone.

Investissement responsable

Notre groupe Gestion d'actifs gère une variété de portefeuilles d'actions et de titres à revenu fixe associés à des mandats précis d'investissement responsable. Nous tenons également compte de la performance des multinationales par rapport aux facteurs ESG dans le contexte de notre processus courant de recherche sur les placements.

Depuis 2017, Gestion d'actifs CIBC est signataire des Principes pour l'investissement responsable (PRI), une initiative appuyée par les Nations Unies qui réunit un réseau mondial de détenteurs d'actifs, de gestionnaires de placement et de fournisseurs de services qui se sont engagés à intégrer les facteurs ESG à leurs pratiques de placement et à leurs processus d'analyse et de prise de décisions. En adoptant ces principes, nous favorisons un système financier mondial plus durable. Nous sommes également observateur inscrit des Principes sur les obligations vertes, une série de directives volontaires visant à favoriser l'intégrité du marché des obligations vertes, où sont mobilisés des capitaux pour financer des projets bénéfiques à l'environnement.

4. Mesures et cibles

Dans l'économie mondiale, la durabilité est devenue un critère déterminant du rendement d'entreprise. Nous utilisons diverses mesures pour stimuler et évaluer notre progrès, tout en mettant l'accent sur la réduction des émissions de GES et l'utilisation efficace des ressources naturelles.

10%

Cible de réduction des émissions de GES d'ici 2023

15%*

Réduction des émissions absolues (catégories d'émissions 1 et 2) depuis 2016

12%*

Réduction de la consommation d'énergie depuis 2016

*À la fin de l'exercice 2018 pour les emplacements canadiens

Notre empreinte carbone

Nous continuons à chercher des occasions de réduire nos émissions de carbone directes et indirectes dans notre réseau de centres bancaires et de bureaux à l'échelle mondiale et investissons activement dans des initiatives de réduction de la consommation afin d'atteindre une baisse mesurable relativement à notre consommation d'énergie et aux émissions de carbone connexes.

Quand nous achetons des technologies, nous intégrons des considérations environnementales au processus au moyen d'une évaluation du rendement technique. Nous examinons de nombreux facteurs, dont l'espace nécessaire à l'entreposage du matériel, la vie utile, la recyclabilité et l'efficacité énergétique.

En 2018, dans le contexte de notre programme déployé à l'échelle de l'entreprise visant à mettre en œuvre un éclairage, des systèmes de CVC et des dispositifs de contrôle intelligents en centre bancaire, nous avons été en mesure d'économiser plus de 3 millions de kilowattheures d'électricité ou 223 tonnes d'émissions de GES, soit l'équivalent du retrait de 48 voitures de la circulation.

Nous avons fixé une cible initiale de réduction de notre intensité des émissions de GES de 10 % d'ici 2023 (par rapport à 2018) et nous nous engageons à faire preuve de transparence quant à notre progrès vers l'atteinte de cet objectif.



Réduction de la consommation de papier

5%

Cible de réduction de la consommation de papier par employé

5.3 million

Comptes de clients avec relevés sans papier en 2018

98%

du papier est certifié par le Forest Stewardship Council (FSC)

À la Banque CIBC, le papier compte parmi nos plus importantes sources de déchets et de retombées environnementales directes. Nous nous sommes fixé un objectif quinquennal de réduction de notre consommation de papier à l'interne de 5 % par employé. L'achat de papier se fait de façon responsable auprès de fournisseurs certifiés par le FSC et nous continuons à trouver des moyens pour réduire et éliminer, dans la mesure du possible, l'utilisation de papier. Nous nous assurons également que tout le papier utilisé à l'interne par notre réseau de centres bancaires et de bureaux est recueilli, décheté et recyclé en toute sécurité. Nous offrons à nos clients des relevés bancaires et des relevés d'opération électroniques.

Déchets électroniques et recyclage

Cible de 100 %

Cible du détournement des déchets électroniques des sites d'enfouissement

Cible de 100 % atteinte

Déchets électroniques détournés des sites d'enfouissement en 2018

Notre objectif est de détourner des sites d'enfouissement la totalité de nos déchets électroniques. Nous y sommes parvenus encore une fois en 2018. Nous donnons une partie de nos appareils électroniques usagés à Renewed Computer Technology, un programme qui aide à répondre à la demande d'ordinateurs dans les écoles, les bibliothèques publiques et les organisations communautaires. Depuis 25 ans, la Banque CIBC est l'entreprise dont la contribution au programme est la plus importante. En 2018, nous avons donné plus de 4 202 composants d'ordinateurs, détournant ainsi des sites d'enfouissement environ 31 000 kilogrammes de déchets électroniques.

La Place de la Banque CIBC

En 2020, la Banque CIBC déménagera dans son nouveau siège social mondial appelé Place de la Banque CIBC. Situé au cœur du centre-ville de Toronto, notre nouveau complexe est construit selon des principes de conception de bâtiments durables, avec pour objectif la certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) Platine. Situé en face du principal carrefour de transport en commun de la ville, Union Station, ce nouvel emplacement permettra aux employés de maximiser leur utilisation des transports en commun. Les deux tours sont reliées par un espace vert d'une superficie d'un acre, offrant au milieu de la ville un environnement où l'air est pur. Il y aura aussi des espaces pour entreposer 300 bicyclettes ainsi que des douches sur place afin qu'il soit plus facile pour nos employés de se rendre au travail en bicyclette.

Au sein du nouvel environnement de travail à la Place de la Banque CIBC, des technologies intelligentes comme des tablettes, des terminaux intelligents et des tableaux blancs seront intégrées à toutes les salles de réunion pour qu'il soit possible de saisir numériquement les notes de réunion. Nous avons mené un projet pilote sur ce nouveau modèle de travail afin de mettre à l'essai l'expérience utilisateur et avons trouvé que l'impression sur papier avait diminué de 85 % par rapport à un environnement de bureau traditionnel.



Finance environnementale et durable

À la Banque CIBC, nous reconnaissons le rôle positif que les institutions financières peuvent jouer pour appuyer la transition de notre économie vers un avenir sobre en carbone et plus durable. Dans le contexte de son engagement à soutenir les initiatives visant à réduire l'incidence des changements climatiques et à accélérer la transition vers une économie sobre en carbone, la Banque CIBC s'est engagée à consacrer 150 milliards de dollars en finance environnementale et durable sur dix ans (2018-2027). Cet objectif s'inscrit dans notre engagement visant à développer et à utiliser des solutions novatrices fondées sur le marché afin de s'attaquer aux importants défis environnementaux et de lutter contre les changements climatiques.

En Amérique du Nord, le secteur des ressources contribue de façon considérable à l'économie, mais il produit toutefois des émissions de carbone. Nous nous attendons à ce que ce secteur contribue de façon importante à la transition vers une économie sobre en carbone à l'échelle mondiale. Pour faciliter cette transition, nous devons adopter une approche équilibrée selon laquelle la Banque CIBC continuera de soutenir les sources d'énergie traditionnelles et l'infrastructure connexe, mais où le secteur des ressources et d'autres secteurs s'efforceront quant à eux de réduire les émissions au moyen de technologies novatrices et d'autres activités de transition.

150 G\$

Initiatives de finance environnementale et durable d'ici 2027

Ce que nous prévoyons

En tant que banque nord-américaine, nous assumons notre responsabilité envers la réduction de notre empreinte environnementale et la détermination de cibles qui auront une influence positive sur nos clients et nos collectivités.

S'attaquer au changement climatique est une priorité mondiale et multisectorielle. Le succès reposera sur la collaboration. C'est pourquoi nous continuerons de communiquer avec les clients, les employés, les parties intéressées et les partenaires de la Banque CIBC afin de mettre en commun des idées et de formuler des approches communes envers les défis climatiques. Nos efforts à court terme se concentreront dorénavant sur les domaines suivants, où nous pouvons favoriser un véritable changement :

1. soutenir nos clients alors qu'ils font la transition vers une économie à faibles émissions de carbone en offrant des produits et des services financiers novateurs;
2. améliorer notre stratégie pour saisir les occasions sur le marché à faibles émissions de carbone comme des projets d'énergie renouvelable, qui facilitent et soutiennent la transition vers une économie sobre en carbone;
3. maintenir l'accent sur la réduction de nos émissions de GES et l'amélioration de l'efficacité énergétique de nos activités;
4. continuer à élaborer des mesures et des cibles pour nous aider à gérer les occasions et les risques liés au climat;
5. faire participer tous les employés à notre parcours en matière de durabilité en encourageant les initiatives locales et le partage d'idées pour maximiser notre impact;
6. élargir nos capacités d'analyse de scénarios relatifs au climat et améliorer nos communications, en accord avec les recommandations du groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques et les attentes des parties intéressées.

Alors que nous chercherons à améliorer encore davantage la performance de la Banque CIBC quant aux enjeux ESG et à concrétiser rapidement notre ambition visant à exercer une influence positive, notre communication d'information et nos activités associées au changement climatique continueront d'évoluer.



Autres publications

L'approche de la Banque CIBC envers la gestion des occasions et des risques liés au changement climatique est également abordée dans les publications suivantes :

Environnementaux

Coefficients			
Émissions de gaz à effet de serre¹			
Émissions d'émissions 1 et 2 (Hors des installations)	Unités	2017 ²	2017 ³
Émissions d'émissions 1	tonnes d'équivalent CO ₂	27 471	24 524
Émissions d'émissions 2 (Hors des installations)	tonnes d'équivalent CO ₂	18 242	15 347
Total des émissions d'émissions 1 et 2 (Hors des installations)	tonnes d'équivalent CO₂	45 713	39 871
Émissions des émissions de GES (hors des installations)	tonnes d'équivalent CO ₂	17 719	15 134
Émissions des émissions de GES (hors des installations de transit)	tonnes d'équivalent CO ₂	1 491	1 214
Émissions d'émissions 3	tonnes d'équivalent CO ₂	28 000	24 737
Total des émissions de GES	tonnes d'équivalent CO ₂	43 219	36 611
Émissions d'émissions 1 et 2 (Hors des installations) par pays			
Canada			
Émissions d'émissions 1	tonnes d'équivalent CO ₂	22 029	20 242
Émissions d'émissions 2 (Hors des installations)	tonnes d'équivalent CO ₂	15 213	13 104
Total du Canada	tonnes d'équivalent CO₂	37 242	33 346
Étranger			
Émissions d'émissions 1 (Hors des installations)	tonnes d'équivalent CO ₂	5 442	4 282
Émissions d'émissions 2 (Hors des installations)	tonnes d'équivalent CO ₂	3 029	2 243
Total des émissions d'émissions 1 et 2 (Hors des installations) Étranger	tonnes d'équivalent CO₂	8 471	6 525
Émissions d'émissions 3			
Émissions d'émissions 3 (Hors des installations)	tonnes d'équivalent CO ₂	28 000	24 737
Émissions d'émissions 3 (Hors des installations)	tonnes d'équivalent CO ₂	28 000	24 737
Total des émissions d'émissions 1 et 2 (Hors des installations)	tonnes d'équivalent CO₂	43 219	36 611

Tableaux de données ESG



Réponse au questionnaire du CDP 2018



Rapport sur la responsabilité de l'entreprise 2018

Références

- i. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/indicateurs-environnementaux/emissions-gaz-effet-serre.html>
- ii. https://www.worldgbc.org/sites/default/files/UNEP%20188_GABC_en%20%28web%29.pdf
- iii. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0378778809000693>
- iv. https://betterbuildingssolutioncenter.energy.gov/sites/default/files/attachments/Energy%20Efficiency%20and%20Financial%20Performance_12_2015.pdf
<https://www.imt.org/resources/rental-premiums-of-green-commercial-buildings-in-the-u-s/>